

ANALYSE DE LA PRESSE

Février 2013

1. A la une : La France et l'Allemagne favorables à la reprise des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne
2. Economie
3. International
4. Turquie
5. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Février 2013)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

1. A la une :

La France et l'Allemagne favorables à la reprise des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

La citation du mois

«La France va renforcer son soutien
aux négociations d'adhésion de la
Turquie»

Laurent Fabius, Ministre français
des affaires étrangères
(12/02/2013, Paris)

M. Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, a reçu son homologue turc, M. Ahmet Davutoglu le 12 février dernier à Paris. Cette rencontre a été notamment marquée par les déclarations de M. Fabius concernant l'assouplissement des positions de la France en vue de la relance des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE).



Photo : MAE/Cyril Bailleur

M. Fabius a confirmé à M. Davutoglu la levée des objections de Paris sur un des 31 chapitres de négociations, le n° 22, portant sur la politique régionale. (*Les Echos*, Yves Bourdillon, 14/02/2013) « "La France va renforcer son soutien aux négociations d'adhésion de la Turquie." "Nous souhaitons avoir des relations très positives avec la Turquie." a-t-il déclaré. (...) "Un obstacle important dans les relations Turquie-UE va être levé", "Nous pensons que le veto sera progressivement levé sur les autres chapitres, a commenté Ahmet Davutoglu à son retour à Ankara. » (*Le Monde*, Philippe Ricard, Guillaume Perrier, 14/02/2013)

Suivant la visite de M. Davutoglu, le ministre turc des affaires européennes Egemen Bagis s'est rendu à Paris le 20 février pour rencontrer son homologue français Bernard Cazeneuve.

Dans un entretien accordé à l'AFP à la veille de cette rencontre M. Bagis s'est exprimé sur l'assouplissement des positions de la France vis-à-vis de la Turquie. « "C'était une chose logique à faire. Bloquer le processus d'adhésion de la Turquie n'a aucun sens" (...)."Tout ce que l'Europe a à faire, c'est de donner à la Turquie une date précise pour son adhésion et dire que, si la Turquie satisfait à tous les critères, elle deviendra membre à telle date", "ainsi nous retrouverons du jour au lendemain le soutien du public (turc) à ce processus". » a-t-il affirmé. (*L'Express*, AFP, 19/02/2013) M. Bagis a considéré l'initiative française comme «un geste "symbolique" qui permet de rouvrir le dialogue» lors d'une conférence organisée le 21 février à l'Institut français des relations internationales (Ifri). (*Les Echos*, Jacques Hubert-Rodier, 22/02/2013)



Photo: Ambassade de France à Ankara

« L'initiative [française] marque une nette rupture avec l'attitude de Nicolas Sarkozy sur ce dossier : l'ancien chef de l'Etat s'opposait à l'entrée d'Ankara, et avait mis son veto, en 2007, à cinq chapitres de négociations. » François Hollande qui « devrait d'ailleurs se rendre à Ankara à une date encore indéterminée », « entend revenir à des relations plus apaisées, entre autres en utilisant le levier de l'adhésion. (...) Ankara réclamait depuis l'élection de M. Hollande la levée de ce blocage. Les quatre autres chapitres - politique agricole commune, union économique et monétaire, dispositions institutionnelles, dispositions financières - ne sont pas débloqués à ce stade. » (*Le Monde*, Philippe Ricard, Guillaume Perrier, 14/02/2013)

La chancelière allemande Angela Merkel en visite en Turquie les 25 et 26 février s'est également dite favorable à la reprise des négociations.



Photo: AFP / Adem Altan

Lors de son entretien avec le Premier ministre turc Erdogan, elle a réitéré « son engagement à relancer prudemment le processus d'adhésion moribond de la Turquie à l'UE, mais en demandant à Ankara de lever en échange son blocage sur la question de Chypre. (...) M. Erdogan s'est gardé de répondre directement à son invitée sur le sujet en indiquant "ne pas connaître" les intentions du nouveau président chypriote Nicos Anastasiades, largement élu dimanche, sur cette question. "Mais nous ferons notre possible pour surmonter ces difficultés (...) si nous sentons une volonté honnête de parvenir à une solution durable", a-t-il poursuivi. » (*L'Express, AFP, 25/02/2013*)

A l'heure actuelle, seulement un des 35 chapitres de négociations, dont 13 étaient bloqués par la France, Chypre ou la Commission européenne, est d'ores et déjà clos.

Les entretiens de Merkel « avec le président turc, Abdullah Gül, et le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, devraient se dérouler dans un climat nettement plus chaleureux que lors des précédentes rencontres. "Nous menons des négociations (sur l'adhésion de la Turquie à l'UE) sans que le résultat soit fixé à l'avance. Ces négociations ont un peu piétiné ces derniers temps. Je suis favorable à l'ouverture d'un nouveau chapitre afin que nous puissions un peu avancer», [avait] annoncé Angela Merkel dans son message vidéo hebdomadaire [le 23 février, avant son départ en Turquie]. » (*Le Figaro, Patrick Saint-Paul, 25/02/2013*) « "Un long chemin de négociations nous attend. Bien que je sois sceptique (sur une entrée de la Turquie dans l'UE), j'ai accepté la poursuite des discussions d'adhésion", [avait-elle] ajouté en soulignant qu'il n'était pas possible de préjuger du résultat. » (*Challenges, Marc Johnny, 23/02/2013*)

Le ministre des Affaires étrangères allemand Guido Westerwelle « a lui aussi défendu la relance du processus en mettant en garde contre le risque de voir la Turquie, et son économie en forte croissance, tourner le dos à l'Europe. "Si nous n'y prêtons pas attention, l'heure va venir où l'Europe sera plus intéressée par la Turquie que la Turquie sera intéressée par l'Europe", a-t-il dit... » (*Le Nouvel Observateur, AFP, 25/02/2013*) « Et de se prononcer pour un "nouvel élan" des négociations d'adhésion, soulignant qu'il fallait traiter la Turquie "avec respect et équité". Il a indiqué travailler avec ses collègues européens "pour l'ouverture pendant ce semestre des chapitres bloqués", tout en précisant que la décision si, oui ou non, la Turquie adhérera un jour à l'UE sera prise à la fin.. » (*Le Point, AFP, 23/02/2013*)

« Selon des sources gouvernementales allemandes, des pourparlers pourraient être engagés sur la politique régionale et la coordination des instruments structurels ainsi que sur les politiques économiques et monétaires. (...) "Les ouvertures de Merkel resteront toutefois prudentes jusqu'aux législatives du 22 septembre... Près des deux tiers des Allemands sont opposés à l'entrée de la Turquie dans l'UE, d'après un sondage publié [le 24 février]. » (*Le Figaro, Patrick Saint-Paul, 25/02/2013*)

Quant à l'opinion turque vis-à-vis de l'UE, « une enquête publiée en janvier a évalué à 43% seulement la proportion des Turcs prêts à voter "oui" à un référendum sur l'adhésion à l'UE. La crise financière qui frappe les pays de la zone euro joue également dans le scepticisme de la Turquie. » (*L'Express, AFP, 19/02/2013*)

2. Economie

La Turquie abaisse ses taux d'intérêt et relève le ratio de réserves

« La banque centrale turque a réduit mardi ses taux d'intérêt au jour le jour tout en relevant le ratio de réserves en devises, des mesures contre lesquelles les économistes ont mis en garde jugeant qu'elles pourraient avoir une effet pervers.

La banque centrale a diminué la marge de fluctuation de ses taux d'intérêt en réduisant le taux d'emprunt au jour le jour à 4,5% ainsi que le taux du crédit au jour le jour à 8,5%, soit une baisse de 25 points pour chacun.

Le taux à une semaine, le repo, demeure inchangé à 5,5%. Il avait été réduit de 25 points en décembre.

La banque a en outre relevé le taux de réserve obligatoire en devises de 11,1% à 11,5%, expliquant que cette mesure est susceptible de retirer du marché 940 millions de dollars (705 M EUR). (...)

Bien que la Turquie réduise son déficit public, son besoin de financement extérieur demeure le talon d'Achille de son économie, également affectée par une importante dette extérieure du secteur privé.

La Turquie a réussi à réduire son déficit à 6% de son Produit Intérieur Brut (PIB) après un pic de 10% du PIB en 2011, lorsque l'inflation avait dépassé les 10%. » (*Les Echos*, 19/02/2013)

« Les exportations turques en hausse de 223% en 10 ans »

« Depuis l'année qui a suivi la prise du pouvoir par l'AKP, en 2002, Ankara a vu ses exportations augmenter de 222,9% pour atteindre 152,6 mrd\$ (112,24 mlds€) en 2012 avec un net recul de l'Europe dans sa clientèle au profit des pays du Proche, du Moyen-Orient et d'Afrique.

Ainsi, révèle Turkstat, l'agence de statistique nationale, 34 pays ont passé la barre du milliard \$ d'importations depuis la Turquie en 2012 contre 9 en 2003.

Si l'Europe reste le principal client de la Turquie, la part des exportations vers l'UE est passée de 58 à 38% alors que celle des pays du Proche, du Moyen-Orient et d'Afrique a grimpé de 27,8%.

Sur la période 2011-2012, les exportations totales ont augmenté de 13% avec notamment, fait remarquable, une hausse du transit aérien de 154% pour atteindre 21,7 mrd\$ (15,51 mlds€) en 2012, contre 8,5 (5,91) l'année précédente, et représenter 14,3% du trafic. 51,1% du reste passant par les docks et 33,1% par la route; des taux plus ou moins stables. » (*Econostrum.info*, Clément Beuselinck-Doussin, 11/02/2013)

Turquie, 5ème partenaire de la France en 2030 selon HSBC

Selon le rapport trimestriel sur le commerce international de la banque HSBC présenté le 27 février, la Turquie deviendrait le cinquième partenaire commercial de la France en 2030.

« Les exportations en direction de la Turquie progresseraient en moyenne de 7% entre 2020 et 2030, faisant de ce pays le cinquième partenaire commercial de la France en 2030. Un secteur se distinguerait tout particulièrement : les équipements de transport. » avance le rapport de HSBC. (*La Tribune*, Fabien Piliu, 27/02/2013)

Offre conjointe ADP/TAV pour la construction du 3^{ème} aéroport à Istanbul

Augustin de Romanet, PDG d'Aéroports de Paris (ADP) a annoncé le 28 février que le groupe ferait une offre, conjointement avec son partenaire turc TAV, pour le 3 mai - la date limite retenue pour une possession de 25 ans - pour la construction du troisième aéroport d'Istanbul. Le PDG français a défendu l'investissement dans cet opérateur au fort potentiel de croissance.

« ADP a finalisé en mai 2012 l'acquisition pour 667 millions d'euros de 38% de TAV, qui gère notamment l'aéroport Atatürk. (...) »

Le dirigeant est par ailleurs revenu sur les éventuelles compensations dont ADP pourrait bénéficier si le troisième aéroport ouvrait avant 2021, date de la fin de la concession d'Atatürk arrêtée lors de la prise de participation dans TAV. (...) "L'accroissement de la valeur de TAV est tellement rapide par rapport à ce qui était anticipé que pour Aéroports de Paris, même dans un cas où on ne serait pas bien remboursé par le gouvernement turc (...), notre bilan économique demeure positif ", a-t-il conclu. » (AFP, 28/02/2013)

« Le troisième aéroport d'Istanbul, qui doit voir le jour en 2017 sur la rive européenne de la mégapole, sera, affirme le gouvernement, le plus grand du monde. Prévu pour accueillir jusqu'à 150 millions de passagers par an lorsqu'il fonctionnera à plein, soit deux fois plus que celui de Dubaï et cinq fois plus que Doha, il doit soulager les deux aéroports existants, déjà saturés : Atatürk, noyé dans la ville et dont la surface ne peut plus être étendue, et Sabiha Gökçen, excentré dans la partie asiatique. Ensemble, ces deux structures ont vu transiter 60 millions de passagers en 2012, tandis que le trafic aérien a connu une hausse de 21 %.

Le calendrier a été accéléré pour répondre à la forte croissance du marché aérien en Turquie, tiré par l'envol de la compagnie nationale Turkish Airlines, largement soutenue par le gouvernement, qui dessert désormais 219 destinations dans une centaine de pays et ouvre de nouvelles lignes chaque mois.

Turkish Airlines, qui a fait d'Istanbul un vaste hub régional situé à la croisée des routes aériennes entre Europe, Afrique et Moyen-Orient, entend écraser la concurrence des compagnies des pays du Golfe. L'ambition de ses dirigeants est d'en faire la première compagnie mondiale d'ici à 2023. Mais les autres opérateurs privés ne sont pas en reste. La compagnie à bas coût Pegasus a ainsi passé une commande record de 100 Airbus en décembre 2012.

Le boom du secteur de l'aviation en Turquie reflète le dynamisme de son économie, qui aura, selon les prévisions, la plus forte croissance des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques d'ici à 2017, et la banque centrale turque prévoit une hausse de 4 % en 2013. Il reflète une stratégie commerciale agressive à l'export, et le développement rapide du tourisme. Car si le pays attire de plus en plus de touristes, les Turcs, dont le niveau de vie progresse, sont de plus en plus nombreux à voyager à l'étranger. » (Le Monde, Guillaume Perrier, 25/02/2013)

« Ankara met son premier mini satellite local sur orbite »

« Le premier satellite entièrement fabriqué sur le sol turc rejoindra l'espace en mai 2013, a annoncé le président de Turksat, Ozan Dalbai, vendredi 1er février 2013. Le mini-satellite de communication est le fruit de la collaboration entre la compagnie d'État et l'Université technique d'Istanbul. La Turquie, qui voyait s'envoler, en décembre 2012, Gokturk-2, son premier "vrai" satellite à visée d'observation scientifique fabriqué sur son sol, entend lancer dix-sept programmes satellitaires d'ici 2020. » (Econostrum.info, Clément Beuselinck-Doussin, 04/02/2013)

« LGR Emballages investit en Turquie »

« Basé à Oyonnax, entre Lyon et Genève, le groupe LGR Emballages (CA 2012 : 120 M€) acquiert, pour un montant confidentiel, 23,6 % du capital de Duran Dogan (CA 2012 : 40 M€), le leader turc de l'emballage en carton.

En rachetant les parts détenues jusqu'alors par la holding turque Ulker-Yildiz, la société française, spécialisée dans l'emballage pharmaceutique et la micro-cannelure, entend s'installer sur un marché turc en pleine croissance mais aussi bénéficier d'un portefeuille complémentaire au sien.

Duran Dogan, dont le site d'Istanbul emploie 250 personnes, dispose, en effet, de solutions en micro-cannelure très haut de gamme qui permettront à LGR Emballages, groupe présent en France, Espagne et Belgique, de pénétrer de nouveaux marchés, tels ceux des spiritueux, de la chocolaterie ou de la confiserie. » (*Econostrum.info, Mathieu Bouchard, 28/02/2013*)

« Atalian, une ETI française, entre sur le marché turc »

Le groupe multiservice Atalian rachète la société turque de nettoyage Arteum « réalisant 10 millions d'euros de chiffre d'affaires et employant 1.500 salariés. »

« Déjà présent dans neuf pays d'Europe ainsi qu'au Liban et au Maroc (...) spécialiste du "facilities management", avec des prestations très diverses aux entreprises et aux collectivités locales, du nettoyage à la maintenance technique des bâtiments, en passant par la sécurité et l'accueil, le groupe pousse ainsi ses pions à l'international. L'export représente déjà près de 15 % du chiffre d'affaires global de 1,17 milliard d'euros sur l'exercice clos le 31 août 2012. » (*Les Echos, Martine Robert, 07/02/2013*)

Relations économiques avec la région autonome kurde d'Irak

« Soucieuse de réduire sa dépendance énergétique au gaz et au pétrole importés, la Turquie lorgne avec insistance vers le Kurdistan irakien et ses réserves de brut, malgré la colère de Bagdad et la crainte de son allié américain de voir l'Irak éclater sous l'effet de ce rapprochement.

C'est un de ses bouleversements d'alliance qui donne des sueurs froides aux diplomates. Pendant très longtemps, Ankara s'est refusé à tout contact avec les Kurdes d'Irak, accusés d'héberger sur leur sol leurs "frères" honnis du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre ouverte contre ses troupes depuis 1984.

Mais, depuis qu'il a pris les rênes du pouvoir, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a prudemment repris langue avec les dirigeants de ce qui constitue aujourd'hui la "région autonome kurde" d'Irak, et noué avec elle des liens économiques très forts destinés à nourrir en énergie l'impressionnante croissance (8,9% et 8,5% en 2010 et 2011) de son pays.

De 2,8 milliards de dollars en 2007, le montant des échanges entre la Turquie et l'Irak est passé à 10,7 milliards l'an dernier, dont une très large part avec sa région kurde, où un millier d'entreprises turques sont implantées.

Aujourd'hui, la Turquie propose de transformer cette entente en véritable partenariat stratégique. Selon la presse turque, ce projet prévoit la construction d'un gazoduc capable d'acheminer 10 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Aux yeux des analystes, le choix turc de réorienter une partie de ses coûteuses importations d'hydrocarbures de l'Iran, l'Azerbaïdjan et la Russie vers le Kurdistan irakien est une évidence économique. » (*Le Parisien, AFP, 20/02/2013*)

« Thaïlande, Turquie et Grèce ont la cote »

« Un regain d'intérêt est signalé pour la Thaïlande, la Turquie et la Grèce, selon le dernier baromètre du Snav et Atout France. La Turquie enregistre pour sa part une hausse de la demande de 56% quand la Grèce, récemment boudée par les vacanciers, voit ses réservations bondir de 33%. L'Espagne (-13%), l'Italie (-11%) et le Maroc (-6%) font les frais de l'arbitrage des Français. » (*Liberation*, 21/02/20013)

« Istanbul, place émergente du marché de l'art contemporain »

« C'est l'un des symboles de l'étonnante vitalité d'Istanbul. Dopée par la forte croissance économique du pays, la mégapole turque est devenue le foyer d'un intense foisonnement créatif, qui est en passe de l'imposer comme une place importante du marché de l'art contemporain. (...) »

"L'art intéresse de plus en plus en Turquie", savoure avec gourmandise le commissaire-priseur Kerem Topuz, "les gros collectionneurs sont peu nombreux mais il existe une clientèle importante de petits et de moyens collectionneurs capables de dépenser 30.000 à 40.000 euros pour des signatures importantes".

En quelques années à peine, le marché de l'art contemporain a explosé sur les rives du Bosphore, favorisé un taux de croissance du PIB supérieur à 8% en 2010 et 11.

Une cinquantaine de nouvelles galeries y ont vu le jour, qui exposent "leurs" artistes dans les rendez-vous de Venise, Paris ou Dubaï. Et les professionnels renommés du secteur ont inscrit les foires d'Istanbul à leur agenda. » (*Le Parisien*, AFP, 24/02/2013)

3. International

Turquie - Allemagne

Lors de la visite de la chancelière allemande Angela Merkel à Ankara, le 25 et 26 février, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a par ailleurs évoqué la question de « la reconnaissance de la double nationalité en faveur des quelque 3 millions de personnes d'origine ou de nationalité turques qui vivent en Allemagne » à laquelle la chancelière « est opposée mais son opposition sociale-démocrate la soutient ». (*Le Nouvel Observateur*, AFP, 25/02/2013)

Les discussions entre les deux dirigeants ont également porté sur « la question sensible de la lutte contre le terrorisme. Après l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris et l'attentat-suicide qui a visé au début du mois l'ambassade des Etats-Unis à Ankara, M. Erdogan a dénoncé la complaisance des autorités allemandes à l'endroit des militants kurdes ou de l'extrême gauche qui vivent sur son territoire. » (*Le Nouvel Observateur*, AFP, 25/02/2013) « "Nous sommes très sensibles à la surveillance des membres du PKK", le Parti des travailleurs du Kurdistan en lutte contre Ankara depuis 1984, a-t-elle assuré [Merkel]. » (*L'Express*, AFP, 25/02/2013)

La chancelière s'est également rendue le 24 février à Kahramanmaraş pour « rendre visite aux 280 soldats allemands déployés à la frontière turco-syrienne avec deux batteries de missiles Patriot dans le cadre d'une opération de l'Otan, visant à protéger la Turquie contre une éventuelle agression du régime de Bachar el-Assad. » (*Le Figaro*, Patrick Saint-Paul, 25/02/2013)

Par ailleurs, Angela Merkel s'est exprimée avec M. Zafer Çağlayan, ministre turc de l'économie, devant le Forum de patrons turcs et allemands organisé par la TUSIAD (Association des industries et entreprises de Turquie) et son homologue allemand BDI le 25 février à Ankara. Elle a ensuite retrouvé M. Erdogan pour un dîner.

« L'Allemagne constitue le premier partenaire économique européen de la Turquie, loin devant l'Italie et la France. M. Erdogan a rappelé que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays atteignait près de 35 milliards de dollars. » (*L'Express, AFP, 25/02/2013*)



Photo : Angela Merkel et Zafer Caglayan (au milieu) avec Ulrich Grillo, président du BDI (à gauche) et Muharrem Yilmaz, président de la TUSIAD (à droite)

Turquie – Syrie

Attentat terroriste à la frontière turco-syrienne

Une explosion meurtrière est survenue le lundi 11 février à un poste-frontière entre la Turquie et la Syrie. Le lendemain, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que c'était un attentat à la bombe. « Il a ajouté que le bilan de l'attentat s'était alourdi à 14 morts, 11 Syriens et 3 Turcs. Un blessé est décédé à l'hôpital. Le chef du gouvernement turc a insisté que son pays "prendra sans hésitation les mesures nécessaires" lorsque cet attentat serait "entièrement élucidé".

Lundi après l'explosion, les autorités turques s'étaient gardées de privilégier la thèse d'un attentat. Mais dans la nuit de lundi à mardi, le ministre de la Justice Sadullah Ergin qui s'est rendu sur les lieux accompagné de ses collègues de l'Intérieur et des Douanes, a évoqué un "acte terroriste" visant des civils. "Il n'y a pas de forces de sécurité dans cet endroit mais des civils. La cible était des civils, c'est apparent", a déclaré le ministre de la justice. » (*L'Ouest France, 12/02/2013*)

« Il s'agit de l'incident le plus grave à la frontière entre les deux pays, autrefois alliés, depuis la chute en octobre d'un obus tiré par l'armée syrienne sur un village turc, qui a tué cinq civils turcs et fait craindre un embrasement de la région. » (*Le Point, 11/02/2013*)

« Damas refuse un accès par la Turquie »

« La Syrie a rejeté une demande de l'ONU d'autoriser la livraison de l'aide humanitaire par la frontière turque, a déclaré [le 19 janvier] à Genève la directrice générale du Bureau des Nations unies en charge des questions humanitaires (OCHA), Mme Valerie Amos. S'exprimant après le 7ème forum humanitaire sur la Syrie, qui s'est déroulé à Genève, Valérie Amos a ajouté que l'aide parvient très difficilement dans les zones tenues par les rebelles au nord-est de la Syrie.

"Sans une nouvelle résolution du Conseil de sécurité, nous ne pouvons pas distribuer notre aide", à partir de la Turquie, a ajouté Valérie Amos. Quelque 4 millions de personnes ont besoin d'aide en Syrie, selon des chiffres publiés aujourd'hui par l'OCHA.

Près de 5.000 Syriens fuient en outre chaque jour les violences dans les pays voisins. Le HCR (Haut-commissariat aux réfugiés) a recensé 857.000 réfugiés syriens. » (*Le Figaro, AFP, 19/02/2013*)

« Syrie: la Turquie "ne restera pas silencieuse" face aux crimes »

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a prévenu dimanche [24 février] que son pays ne resterait pas silencieux face aux crimes commis par le régime du président syrien Bachar al-Assad, après les critiques de l'opposition face à l'inaction de la communauté internationale.

Dans le même temps, le conflit a encore une fois coûté la vie à un journaliste, le reporter-photographe français indépendant Olivier Voisin, qui a succombé en Turquie après avoir été touché par des éclats d'obus dans la région d'Idleb (nord-ouest), selon le ministère français des Affaires étrangères. (*Le Point*, AFP, 25/02/2013)

Turquie – Israël

« Israël a autorisé la Turquie à transporter des matériaux de construction par camion jusque dans la bande de Gaza afin d'y construire un nouvel hôpital, ont indiqué des journaux israéliens [le 13 février]. Selon le quotidien gratuit Israel Hayom, cette décision est une tentative de renouer les liens entre les anciens alliés, rompus par un raid israélien sur un bateau cherchant à briser le blocus israélien de Gaza en 2010, au cours duquel neuf militants pro-Palestiniens turcs avaient été tués.

"Des responsables de services de sécurité ont indiqué [le 11 février] que l'autorisation avait été accordée dans le cadre de la stratégie d'ouverture d'Israël envers les Turcs", écrit le journal, considéré comme proche du premier ministre Benjamin Netanyahu. "Cela semble une étape importante pour aider à la réconciliation entre la Turquie et Israël", a ajouté le quotidien. » (*Le Figaro*, AFP, 12/02/2013)

« "C'est un pas important pour aider à une réconciliation entre la Turquie et Israël", dont les relations sont très tendues depuis l'affaire du "Mavi Marmara", ce navire qui, en mai 2010, avait tenté de briser le blocus de la bande de Gaza, a indiqué l'administration israélienne. » (*Les Echos*, AFP, 13/02/2013)

Par ailleurs, « d'après le quotidien turc Today's Zaman, la société israélienne Elta Systems a livré la semaine dernière à l'industrie aérospatiale turque des équipements militaires avancés. Le contrat, signé en 2011, s'élèverait à 25 millions de dollars. Il concerne la livraison par Israël d'un système électronique de défense permettant aux avions turcs Awacs de se protéger contre toute tentative d'attaque électronique. Les deux premiers équipements avaient déjà été livrés en 2011. Mais la crise naissante entre les deux pays a amené Israël à suspendre la livraison des modèles restants.

À Ankara, on dément tout réchauffement diplomatique avec Israël. "La Turquie a acheté l'équipement à Boeing, la société israélienne étant un sous-traitant de Boeing, cela veut dire que nous ne sommes en relation directe qu'avec Boeing et pas avec Israël", a expliqué à Reuters un responsable du ministère turc des Affaires étrangères. D'après Today's Zaman, qui cite un responsable du ministère turc de la Défense, c'est Boeing, qui a fourni les avions Awacs à la Turquie, qui est intervenu auprès d'Israël afin qu'il honore la totalité de l'accord militaire dont la suspension nuisait à son commerce avec Ankara. » (*LePoint.fr*, Armin Arefi, 21/02/2013)

4. Turquie

Attentat contre l'ambassade américaine à Ankara

« Un attentat suicide devant l'ambassade américaine à Ankara a fait deux morts, dont le kamikaze, le vendredi 1^{er} février. » (*Liberation*, AFP, 01/02/2013)

« La police aurait (...) identifié l'auteur de l'attaque comme étant Ecevit Sanli, un membre du Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), à l'origine de nombreuses actions violentes en Turquie depuis la fin des années 1970, a rapporté la télévision NTV. » (*Liberation*, AFP, 01/02/2013)

« Le DHKP-C figure sur la liste des organisations considérées comme terroristes par les Etats-Unis et l'Union européenne. Il a revendiqué le 11 septembre dernier un attentat-suicide qui a coûté la vie à un policier à Istanbul.

Le 19 février, la police turque a mené une vaste opération d'arrestations visant des dizaines de membres du DHKP-C. « Des mandats d'arrêt ont été délivrés contre 167 personnes soupçonnées d'appartenir au (...) DHKP-C à travers la Turquie. » (*Le Figaro, AFP, 19/02/2013*)

« Un communiqué du DHKP-C (...) diffusé sur un site internet affilié au mouvement, La voix du peuple (Halkin Sesi), revendique l'attaque et accuse les Etats-Unis d'être "le bourreau des peuples", dénonçant "des massacres" commis par ce pays, la Turquie dans l'Otan, en Irak, Afghanistan, Libye, Syrie et Egypte. » (*Le Parisien, AFP, 02/02/2013*)

« "Nous sommes bien sûr très tristes, nous avons perdu l'un de nos gardiens turcs à l'entrée", a déclaré à la presse l'ambassadeur américain, Francis Ricciardone, qualifiant la victime de "héros". "Le complexe est sécurisé, nous nous sentons tous en sécurité grâce à votre action", a ajouté le diplomate à l'adresse des autorités turques, "nous sommes chez des amis (...) nous allons continuer à combattre le terrorisme ensemble".

A l'annonce de l'attentat, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a souligné lors d'un meeting à Istanbul la nécessité de "mener ensemble le combat contre le terrorisme partout dans le monde".

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a condamné dans un communiqué "avec la plus grande fermeté" l'attentat et exprimé sa "solidarité aux autorités américaines et turques". » (*Liberation, AFP, 01/02/2013*)

« La Maison Blanche a condamné "avec la plus grande force" cette attaque suicide "terroriste". "Nous vivons bien sûr une époque extrêmement complexe et dangereuse", a déploré Mme Clinton, disant s'être entretenue avec son homologue turc Ahmet Davutoglu. » (*Le Parisien, AFP, 02/02/2013*)

« Le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a "fermement condamné" l'attentat (...). Il s'agit d'un acte inadmissible contre les locaux des services diplomatiques d'un pays de l'Alliance, sur le territoire d'un autre pays de l'Alliance", a déclaré Rasmussen. » (*Le Figaro, AFP, 01/02/2013*)

Reprise des négociations entre le gouvernement turc et le PKK

Le "processus de solution", entamé entre le gouvernement turc et le PKK par l'intermédiaire des rencontres entre le chef du service secret turc et le leader du PKK Abdullah Öcalan, est suivi par la rencontre des députés du Parti pour la paix et la démocratie (BDP) avec ce dernier dans la prison d'İmralı le 23 février.

"Après six heures d'entretien, les émissaires sont repartis satisfaits. Les pourparlers de paix pour mettre fin à une guerre de trente ans entre l'Etat turc et le PKK constituent "une étape historique", a rapporté la députée Pervin Buldan, au retour de la délégation. Les négociations peuvent se poursuivre, après avoir été interrompues le 9 janvier par le brutal assassinat de trois militantes du mouvement kurde, à Paris.

Selon la presse turque, les trois députés ont rapporté de la prison d'İmralı la "feuille de route" d'Öcalan. » "Abdullah Öcalan lancera un appel à un cessez-le-feu (lors des célébrations de) Newroz pour instaurer une paix durable, " écrit le quotidien Radikal, faisant référence au Nouvel An kurde, le 21 mars. Le journal progouvernemental Yeni Safak rapporte des informations similaires, sans citer de sources, et ajoute que les combattants du PKK devraient commencer à quitter la Turquie entre mars et juin. » (*Reuters, 25/02/2013*)

« Selon la déclaration lue par Mme Buldan, Abdullah Öcalan a fait part de son souhait de voir libérer les otages turcs détenus par le PKK : "L'Etat et le PKK ont tous deux des prisonniers. Le PKK doit bien traiter les siens, et j'espère qu'ils pourront retrouver leur famille." Un officier de police et un sous-préfet sont prisonniers depuis dix-huit mois. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 25/02/2013*)

Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a déclaré attendre, en premier lieu, le désarmement du PKK, « une éventualité rejetée par le commandement militaire à Kandil, dans le nord de l'Irak, que l'armée turque continue de bombarder régulièrement. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 25/02/2013*)

Cependant, la Turquie envoie aussi des signaux positifs en marge de l'ouverture du "processus de solution". « Dix militants, dont six maires, accusés d'appartenir à l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), une administration fantôme mise sur pied dans les régions kurdes, ont été libérés. Et, à Ankara, le Parlement s'apprête à voter une série de réformes judiciaires qui assouplirait la loi antiterroriste. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 25/02/2013*)

« Depuis 1984, début de l'insurrection armée dans le sud-est de la Turquie, les combats et les attentats ont fait plus de 40.000 morts. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne. » (*Reuters, 25/02/2013*)

Arrestations des ex-généraux turcs

Quatre officiers turcs à la retraite, dont deux généraux, un amiral et un vice-amiral, « ont été emprisonnés en attendant d'être jugés pour leur implication présumée dans la démission forcée du gouvernement islamiste en 1997, rapporte jeudi [14 février] l'agence de presse Anatolie. »

Cette incarcération s'ajoute à la longue liste des procédures engagées contre l'armée au cours de ces dernières années. « Plus de 300 officiers ont été condamnés à des peines de prison en septembre pour complot en vue de renverser Erdogan en 2003. Près de 300 autres personnes - politiques, universitaires, journalistes et officiers de l'armée à la retraite - sont actuellement jugés pour incitation aux violences politiques. » (*Le Nouvel Observateur, Reuters, 14/02/2013*)

Affaire Sevim Sevimli

« L'étudiante franco-turque Sevil Sevimli, poursuivie pour "propagande terroriste" par la justice turque, a été condamnée à cinq ans et deux mois de prison, vendredi 15 février. Elle est cependant libre de quitter le pays en attendant son procès en appel, a annoncé son avocat, Inayet Aksu, car le cour a décidé de lever immédiatement le contrôle judiciaire qui lui était imposé depuis août.

Poursuivie initialement pour appartenance à une organisation terroriste d'extrême gauche, le Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), elle encourait une peine de trente-deux ans de réclusion. Sevil Sevimli n'a été finalement reconnue coupable que de propagande pour un mouvement illégal, au terme d'un procès qui a illustré les dérives des lois antiterroristes du pays.

Avec ce verdict, Sevil Sevimli va pouvoir rentrer en France, en s'acquittant toutefois auparavant d'une caution de 10 000 livres turques (environ 4 250 euros). "Elle pourra ensuite quitter la Turquie. Mais nous allons faire appel, la procédure juridique n'est pas terminée", a expliqué l'avocat de la jeune fille. » (*Le Monde, 15/02/2013*)

« Son cas a suscité un élan de mobilisation inédit en France, où une pétition lancée par son comité de soutien a recueilli plus de 100.000 signatures. Le quotidien Le Monde avait directement interpellé le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sur ce cas en publiant en "une" un éditorial intitulé "quel crime a commis Sevim Sevimli, M. Erdogan ?". "C'est d'abord un immense soulagement de savoir que Sevil peut quitter le territoire turc", a confié le président de l'université Lyon-2, Jean-Luc Mayaud, qui a assisté à une audience du procès en novembre à Bursa. » (*Le Figaro, AFP, 15/02/2013*)

5. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Février 2013)

Challenges

Marc Johnny

La Tribune

Fabien Piliu

Les Echos

Jacques Hubert-Rodier

Yves Bourdillon

Martine Robert

L'Express

Le Figaro

Patrick Saint-Paul

Le Monde

Philippe Ricard

Guillaume Perrier

Le Point

LePoint.fr

Armin Arefi

Le Parisien

Libération

Nouvel Observateur

Ouest France

Econostrum.info

Clément Beuselinck-Doussin